

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/4727/Add.2
20 février 1961
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

ANNEXE 4

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE DU REPRESENTANT SPECIAL

COMME SUITE A MON RAPPORT DU 18 FEVRIER 1961 SUR LES ARRESTATIONS ET DEPORTATIONS ARBITRAIRES D'UN CERTAIN NOMBRE DE PERSONNALITES POLITIQUES AUXQUELLES LES AUTORITES CENTRALES ONT RECEMMENT PROCÉDÉ A LEOPOLDVILLE, J'AI LE REGRET DE DEVOIR SIGNALER QUE NOUS AVONS MAINTENANT RECU CONFIRMATION DE LA LIQUIDATION, A BAKWANGA, DE SIX DES DEPORTES. EN REPONSE A MON MESSAGE DU 16 FEVRIER A M. KALONJI, J'AI RECU DANS LA MATINEE DU 20 FEVRIER LE MESSAGE SUIVANT D'UN CERTAIN M. ANDRE KABEYA, QUI SE DIT MINISTRE DE LA JUSTICE DE L'"ETAT MINIER" DU KASAI MERIDIONAL :

"J'AI L'HONNEUR DE VOUS ACCUSER RECEPTION DE VOTRE MESSAGE DU 16 FEVRIER 1961. J'APPRECIÉ LE SOUCI DE JUSTICE ET D'HUMANITE QUI VOUS ANIME. NEANMOINS, IL NE NOUS APPARTIENT PAS DE JUGER DE L'ATTITUDE DES POPULATIONS DU KATANGA QUANT A LA FIN DE L'EX-PREMIER MINISTRE LUMUMBA. NOTRE SEUL PROPOS EST DE NOUS OCCUPER DU SORT DES POPULATIONS BALUBA. NOUS AIMERIONS VOIR VOTRE ORGANISATION S'INTERESSER :

1. AUX DIZAINES DE MILLIERS DE BALUBA, FEMMES ET ENFANTS COMPRIS, MASSACRES A BAKWANGA.
2. A NOS CONCITOYENS BALUBA RECEMMENT ARRETES ET MARTYRISES A STANLEYVILLE ET A BUKAVU.
3. A LA TRENTAINE DE BALUBA ENLEVES DANS UN TRAIN DANS LA REGION DE LUENA PAR LES REBELLES BALUBAKAT.

MESSIEURS FINANT, FATAKI, YANGARA, MUZUNGU, ELENGENZA, NZUZI ET KAMANGA, ONT ÉTÉ EFFECTIVEMENT TRANSFERES A BAKWANGA PAR LES AUTORITES DE LEOPOLDVILLE. UN TRIBUNAL COMPOSE DE TOUS LES CHEFS COUTUMIERS BALUBA, APENDE, TSHICKWE, BAKETE, BAKUBA, BASHILLE, REUNIS A BAKWANGA, A REGULIEREMENT CONDAMNE A MORT SIX DETENUS POUR CRIMES CONTRE LE PEUPLE MULUBA. LE SEPTIEME PREvenu, MONSIEUR KAMANGA GREGOIRE, EX-MINISTRE DE LA SANTE DU GOUVERNEMENT LUMUMBA, A ÉTÉ CONDAMNE A UNE PEINE DE CINQ ANS DE PRISON. LA SENTENCE A ÉTÉ EXECUTEE. LES CRIMES DE GUERRE NE SONT JUSTICIALES QUE DE LA PEINE DE MORT. LE TRIBUNAL DES CHEFS COUTUMIERS DE NOTRE

PEUPLE N'A FAIT QUE SUIVRE L'EXEMPLE DES NATIONS ALLIEES QUI, TANT AU JAPON QU'EN ALLEMAGNE, ONT CONDAMNE ET EXECUTE LES CHEFS POLITIQUES ET MILITAIRES, COUPABLES DES CRIMES DE GUERRE.

NOUS VOUS PRIONS D'AGREER, etc.

Signé : LE MINISTRE DE LA JUSTICE
ANDRE KABEYA"

CES AVEUX DES AUTORITES DU KASAI MERIDIONAL SOULEVENT DES QUESTIONS EXTREMEMENT GRAVES DE VIOLATION FLAGRANTE DES DROITS DE L'HOMME ET DE TOUS LES PRECEPTES DE DROIT ET DE COMPORTEMENT CIVILISE. AUCUNE INDICATION N'A ETE DONNEE SUR LES LOIS EN VERTU DESQUELLES LE PRETENDU "PROCES" S'EST DERoule, SUR LES POUVOIRS DU "TRIBUNAL" QUI A MENE LE PROCES NI AU SUJET DES PREUVES SUR LA FOI DESQUELLES LES CONDAMNATIONS ONT ETE PRONONCEES. PLUSIEURS DES PERSONNES EXECUTEES ETAIENT D'IMPORTANTES PERSONNALITES POLITIQUES DE LA PROVINCE ORIENTALE, ARRETEES IL Y A PLUSIEURS MOIS, ET ON N'A PAS EXPLIQUE COMMENT ELLES POUVAIENT ETRE CONSIDEREES, MEME DE TRES LOIN, COMME RESPONSABLES DES FAITS MENTIONNES DANS LA COMMUNICATION CI-DESSUS. NOUS PRENONS DES MESURES IMMEDIATES, TANT A LEOPOLDVILLE QU'A BAKWANGA, POUR ETABLIR TOUS LES FAITS ET CIRCONSTANCES QUI ENTOURENT CES DEPLORABLES EXECUTIONS, REUNIR DES RENSEIGNEMENTS SUR LES AUTRES ARRESTATIONS AUXQUELLES IL A ETE PROCEDE, ET DRESSER UNE LISTE COMPLETE DES DEPORTES.
